

Initiative pour la souveraineté

SAUVEGARDER LES DROITS FONDAMENTAUX.
MAINTENANT.



Brève argumentation

La souveraineté de la Suisse s'érode. Le souverain, c'est-à-dire le peuple, a de moins en moins son mot à dire. La raison : de plus en plus de décisions qui influencent notre vie à tous sont prises par des organisations supranationales opaques comme l'UE, l'OMS, le G-20, le GIEC ou l'OCDE.

C'est ainsi que la démocratie est mise à mal. Car les décisions de l'OMS & Co. ne sont pas légitimées démocratiquement et sont souvent prises de manière non transparente. C'est d'autant plus grave que ces décisions sont reprises aveuglément par nos propres autorités et appliquées avec rigueur. Notre marge de manœuvre démocratique est ainsi insidieusement et massivement réduite. Ce style autoritaire met directement en danger notre modèle de réussite suisse, qui repose sur le fait que ce sont les citoyennes et les citoyens qui sont les chefs. Et non pas des élites internationales au pouvoir, détachées, anonymes et non démocratiques.

Une atteinte massive à nos droits fondamentaux risque de se produire. Ainsi, l'OMS veut déclarer des pandémies de son propre chef, sans tenir compte des États membres et des citoyens, et imposer des mesures de contrainte méprisantes telles que des *lockdowns* ou une vaccination obligatoire. Elle veut en outre combattre toutes les informations scientifiques qui critiquent sa démarche en les qualifiant de « *fakenews* », c'est-à-dire en les censurant. Dans un avenir proche, nous risquons également d'être soumis à des directives concernant nos habitudes alimentaires (taxes et interdictions sur la viande), notre lieu de résidence (villes à 15 minutes) et nos moyens de paiement (monnaie numérisée de la banque centrale ; suppression de l'argent liquide). Cette déresponsabilisation prévue ne signifie rien d'autre qu'une attaque frontale contre nos droits fondamentaux en matière de liberté.

Avec l'initiative pour la souveraineté, nous mettons un terme à ce démantèlement insidieux de notre souveraineté, de notre démocratie et de nos droits fondamentaux ! Elle remet sur pied le rapport entre la souveraineté nationale démocratique et le droit international et exige que la Suisse

1. ne contracte pas d'obligations de droit international qui portent atteinte aux droits fondamentaux des citoyens ;
2. ne contracte pas d'engagements internationaux qui obligent les autorités suisses à se soumettre à des autorités, des tribunaux ou des arbitrages étrangers.
3. dénonce des traités internationaux ou se retire d'organisations internationales s'ils sont en contradiction avec les points 1 et 2.

L'initiative pour la souveraineté ne constitue pas un « coup de balai » contre les traités internationaux. Elle contient un catalogue complet d'exceptions : les traités internationaux incontestés ou particulièrement pertinents (comme la CEDH) ne sont pas touchés. Les jugements de tribunaux internationaux importants (comme la Cour pénale internationale) sont également expressément exclus. L'initiative pour la souveraineté est donc une exigence mesurée pour la protection de notre souveraineté et de nos droits fondamentaux.

L'initiative pour la souveraineté garantit le modèle de réussite suisse. Elle renforce notre démocratie directe, notre neutralité, notre indépendance et notre liberté. Signez vous aussi l'initiative pour la souveraineté !

Contact:

info@droits-fondamentaux-oui.ch

Droits fondamentaux oui

Case postale, 8021 Zurich